

VEILLE SECTORIELLE Allemagne

Une publication du SER de Berlin
N°01 – janvier 2025

Sommaire

Le chiffre du mois

Réactions à la boussole pour
la compétitivité de l'UE

Transition Ecologique & Énergétique

1. Vote au Bundestag de mesures sur l'énergie et le marché du carbone
2. Les renouvelables atteignent 58 % de la production brute d'électricité en 2024
3. Baisse des émissions de GES en Allemagne en 2024
4. Des recettes record pour le marché du carbone en Allemagne
5. L'Allemagne renforce la lutte contre la criminalité environnementale avec INTERPOL et WWF

Transports

1. La Deutsche Bahn souhaite un fonds d'infrastructure

ferroviaire sur le modèle suisse

2. Rebond des immatriculations de véhicules électriques au mois de janvier

Entreprises & International

1. L'Allemagne face à une vague de faillites : un niveau critique depuis 2009, mais un standstill qui attire malgré tout de nouveaux investissements
2. Suite aux élections américaines, les fédérations d'entreprises appellent à un sursaut allemand
3. O. Scholz et les partenaires baltes resserrent les liens pour une protection renforcée des infrastructures sous-marines
4. O. Scholz envoie une lettre à U. von der Leyen en faveur de mesures pour la compétitivité

5. Le monde économique a manifesté devant la porte de Brandebourg

6. Les équipementiers automobiles allemands et IG Metall lancent un appel au chancelier O. Scholz

Numérique & Innovation

1. Le plus grand groupe financier d'Allemagne choisit l'IA française

2. Premier Dialogue franco-allemand de l'IA et de l'industrie

3. Des hauts et des bas pour les startups aéronautiques allemandes

_Toc190185118

Le chiffre du mois

LE CHIFFRE A RETENIR

96 Md€

D'après [l'ifo](#), il s'agirait du montant de l'augmentation du PIB allemand qui pourrait être atteint si l'administration allemande adopte un niveau de numérisation comparable à celui du Danemark.

Réactions à la boussole pour la compétitivité de l'UE

Le monde politique allemand a peu réagi à la publication de la Boussole Compétitivité de la Commission européenne, en raison d'un débat national échaudé par les prochaines élections. Le ministère de l'Économie et de la Protection du Climat a publié un communiqué saluant la prise en compte des propositions du rapport Draghi, tandis que des eurodéputés, principalement issus du SPD et des Verts, se sont exprimés en insistant sur l'importance de l'innovation et sur le risque d'un affaiblissement des objectifs du Green Deal. Si le ministère des Affaires étrangères s'est également attaché à considérer l'angle environnemental, la CDU n'a pas commenté directement la Boussole.

Les fédérations d'entreprises allemandes ont globalement accueilli positivement l'initiative, qui reprend des éléments du rapport Draghi, mais ont exprimé des critiques selon leurs secteurs. La VDMA (Fédération allemande de l'industrie des machines et équipements) reproche à la Boussole de multiplier les mesures sectorielles sans vision d'ensemble et demande un dialogue approfondi avec les entreprises, y compris les PME et start-ups. La VCI (Fédération allemande de l'industrie chimique) et la DIHK (Chambre de commerce et d'industrie allemande) saluent l'orientation stratégique mais dénoncent un interventionnisme croissant, appelant à un retrait de l'État et à un recentrage sur la croissance économique. La VDA (Fédération allemande de l'industrie automobile) juge le texte insuffisant sur la décarbonation, regrettant l'absence d'engagements sur les infrastructures électriques et hydrogène ainsi que sur les technologies d'avenir comme les batteries et les piles à combustible. Le BGA (Fédération du commerce de gros, du commerce extérieur et des services) considère quant à lui, la réduction de la bureaucratie comme une priorité absolue et critique les réglementations issues du Green Deal, qu'il juge mal conçues et préjudiciables à la compétitivité des entreprises du Mittelstand. En revanche, la DNR (Fédération allemande regroupant des ONG environnementales) critique vivement la Boussole, redoutant que la dérégulation prévue n'affaiblisse des normes environnementales et sociales essentielles et mette en péril des éléments clés du Green Deal.

Transition Ecologique & Energétique

1. Vote au Bundestag de mesures sur l'énergie et le marché du carbone

Le Bundestag a adopté, le 31 janvier, un paquet de mesures sur l'énergie et le marché carbone, grâce à un accord conclu entre les sociaux-démocrates (SPD), l'Union (CDU/CSU) et les Verts (Bündnis 90/Die Grünen) avant les élections fédérales du 23 février. L'objectif du « paquet énergie » est notamment de mieux équiper le réseau électrique face à la part croissante des énergies renouvelables. La loi sur le secteur de l'énergie (EnWG), la loi sur les énergies renouvelables (EEG), la loi de protection contre les nuisances environnementales (BImSchG), la loi sur la cogénération (KWKG) et la loi sur l'échange de quotas d'émissions de CO₂ (TEHG) ont été modifiées. Parmi les mesures adoptées, entre autres : l'augmentation du volume d'appel d'offres pour les installations fonctionnant au biogaz (de 2 à 2,8 GW, plus une partie du volume non attribué issu des précédents AO biométhane), la prolongation du soutien aux installations de cogénération au-delà de 2026, la suppression de la rémunération des installations en cas de prix négatif, le renforcement de la « pilotabilité » des installations. De plus, la révision de la TEHG transpose des dispositions du système européen d'échange de quotas d'émissions (ETS) en droit allemand (obligations de reporting, extension au transport maritime dans la tarification du CO₂ et mise en œuvre du MACF). Cet ensemble de mesures doit encore être approuvé au Bundesrat (Source : BMWK [1](#) et [2](#)).

2. Les renouvelables atteignent 58 % de la production brute d'électricité en 2024

En 2024, les énergies renouvelables ont représenté une part d'environ 58 % de la production brute d'électricité (≈ 285 TWh), selon Agora Energiewende. L'année passée, l'éolien (28 %) a

ainsi représenté la principale source de production d'électricité, suivi du lignite (16 %) et du gaz (16 %), puis du photovoltaïque (15 %). Selon l'Agence fédérale des réseaux (BNetzA), si le nombre de nouvelles installations éoliennes terrestres (+ 2,5 GW en 2024, capacité installée cumulée : 63,5 GW) reste faible par rapport aux objectifs de développement et en deçà du volume de l'année précédente, environ 15 GW auraient été nouvellement autorisés en 2024, soit une augmentation de presque 90 % par rapport à 2023. Pour le photovoltaïque, 16,2 GW ont été nouvellement installés en 2024 (capacité installée cumulée : 99,3 GW). Pour les deux tiers, il s'agit d'installations sur toiture, façade ou bâtiment. En 2024, 0,7 GW supplémentaire d'éoliennes en mer a été mis en service, portant la capacité installée cumulée à 9,2 GW. 2024 a été la première année sans production électrique d'origine nucléaire après l'arrêt des trois dernières centrales en service mi-avril 2023. En 2024, l'excédent d'importation représente 24,9 TWh, selon le Fraunhofer ISE. Les principales importations provenaient de la France (solde : 12,9 TWh) (Source : [BNetzA](#), [Agora Energiewende](#), [Fraunhofer ISE](#)).

3. Baisse des émissions de GES en Allemagne en 2024

Selon le [rapport](#) du think tank Agora Energiewende, les émissions brutes de gaz à effet de serre (GES) de l'Allemagne ont diminué de 3 % sur l'année 2024 par rapport à l'année 2023 (estimations provisoires), atteignant désormais 656 MtCO₂e, soit 37 Mt de moins que l'objectif fixé par la loi climat (KSG). Il s'agit de la troisième diminution consécutive des émissions brutes de GES, à un rythme plus faible que les années passées. Le secteur de l'énergie (-18 %) est le seul domaine à montrer des réductions structurelles significatives, grâce à la baisse de l'utilisation du charbon (-19 TWh), à l'augmentation des énergies renouvelables (55 % dans la consommation brute d'électricité en 2024) et aux importations d'électricité, en partie décarbonées. Dans le secteur du bâtiment (-2%), aucune réduction significative

des émissions n'a été observée par rapport à 2023, atteignant 105 MtCO₂e. Cette diminution modeste s'explique principalement par une baisse des besoins de chauffage en raison des conditions météorologiques favorables. La vente de pompes à chaleur en 2024 a chuté de 44%, les chauffages à énergie fossile continuant à dominer les ventes. Dans les transports, les émissions n'ont baissé que de manière marginale (-1%) pour atteindre 144 MtCO₂e. Cette légère diminution des émissions est essentiellement attribuable à la conjoncture économique et non à des changements structurels. Dans l'industrie, les émissions ont légèrement augmenté en 2024 (+3 %), atteignant 158 Mt. Agora attribue cette légère hausse à une reprise de la production dans les industries énergivores, notamment dans le secteur de la chimie.

4. Des recettes record pour le marché du carbone en Allemagne

En 2024, l'Allemagne a généré environ 18,5 Md€ grâce aux recettes du marché européen et national du carbone, dépassant légèrement le record de l'année précédente (18,4 Md€ en 2023), selon un rapport de la DEHSt, l'Office allemand en charge du système d'échange de quotas d'émission. Ces recettes abondent le Fonds pour le climat et la transition (KTF), un outil clé pour atteindre les objectifs climatiques du pays. Toutefois, les recettes issues du système européen d'échange de quotas (ETS 1) ont chuté de 28 % par rapport à 2023, s'établissant à 5,5 Md€. Cette baisse s'explique par la réduction du nombre de quotas disponibles, la diminution des prix du CO₂ (passés de 84 à 65 €/t) et une conjoncture économique incertaine. À l'inverse, le système national de quotas d'émissions (nEHS), qui couvre les secteurs du transport routier et des bâtiments, a enregistré 13 Md€ de recettes en 2024 (+21 %), malgré un volume de certificats vendus en baisse. Cette hausse s'explique par l'augmentation du prix fixe du CO₂, passé de 45 à 55 €/tCO₂ en 2025. (Source : [UBA](#))

5. L'Allemagne renforce la lutte contre la criminalité environnementale avec INTERPOL et WWF

Le ministère fédéral de l'Environnement (BMUV) finance pour la première fois un projet avec INTERPOL dans le cadre de l'Initiative internationale pour la protection du climat (IKI). Avec un budget de 5 M€ sur trois ans, ce projet vise à lutter contre la criminalité environnementale transfrontalière affectant le climat, la biodiversité et l'environnement. En collaboration avec INTERPOL et WWF, il cible des infractions liées à la pêche, la déforestation, l'exploitation minière, la pollution et le commerce illégal d'espèces sauvages. L'objectif est de renforcer la coopération entre les autorités de lutte contre la criminalité et de protéger les ONG engagées dans la surveillance des crimes environnementaux. (Source : [BMUV](#))

Transports

1. La Deutsche Bahn souhaite un fonds d'infrastructure ferroviaire sur le modèle suisse

Le 30 janvier 2025 s'est tenu le Symposium annuel de la Deutsche Bahn qui rassemble des experts du milieu ferroviaire. Au sujet de la séparation de l'exploitation et de la gestion du réseau ferroviaire, le ministre des transports V. WISSING a créé la surprise dans son discours d'introduction en déclarant que ce n'était pas le bon moment pour une telle réforme, alors que son ancien parti le FDP appelle toujours cette séparation de ses vœux. Pour rappel, le ministre avait démissionné du parti lorsque celui-ci a quitté la coalition en décembre afin de rester en poste. Outre les sujets de sillons ferroviaires qui ont occupé une bonne partie des échanges, beaucoup appelant à une refonte du système d'attribution des sillons, le sujet de la création d'un fonds d'infrastructure ferroviaire a pris une place centrale dans le symposium. L'utilité d'un tel fonds pour l'Allemagne a fait consensus parmi les acteurs de l'événement et le

ministère des transports (BMDV) a indiqué déjà réfléchir à la forme qu'il pourrait prendre. Il n'exclut d'ailleurs pas le recours à des capitaux privés. Comme source d'inspiration, Christa Hostettler, directrice de l'Office fédéral des transports suisse était invitée pour partager le fonctionnement du Fonds suisse d'infrastructure dont elle est responsable. Inscrit dans la Constitution, ce fonds (de plus de 5,3 Mrds d'euros) est alimenté essentiellement par des financements confédéraux, une redevance poids-lourds et des contributions cantonales. Ses investissements donnent toujours la priorité aux projets de maintenance plutôt qu'à ceux d'expansion du réseau. La mise en place de ce fonds permet la planification à long terme. En effet, depuis sa création, aucun chantier n'a dû être arrêté par manque de financement. Reste à savoir si en Allemagne, le prochain gouvernement choisira de mettre en place un tel fonds, qui devrait commencer avec un minimum de 37 Mrds d'euros compte-tenu des besoins du réseau ferré selon Mme Hostettler.

2. Rebond des immatriculations de véhicules électriques au mois de janvier

Outre-Rhin en janvier 2025, 34 498 véhicules électriques ont été immatriculés, soit 53% de plus qu'en janvier 2024. La raison : de nombreux constructeurs ont sciemment décalé l'immatriculation de véhicules vendus en 2024 afin qu'ils soient comptabilisés en 2025, au moment où la réglementation de limite de CO₂ devient plus stricte. Pour autant, cette tendance à la hausse devrait se poursuivre dans les prochains mois selon les prévisions de l'International Council on Clean Transportation (ICCT). Si l'association internationale des constructeurs de véhicules à moteur (VDIK) persiste à demander l'annulation des pénalités que l'UE va imposer aux constructeurs qui ne respectent pas leurs quotas de ventes de véhicules électriques, cette augmentation est au contraire pour Greenpeace la preuve que ces sanctions sont efficaces. Parmi les véhicules électriques vendus, on notera la chute drastique de Tesla avec une part de marché qui est passée de

14% en janvier 2024 à 4% en janvier 2025. Seraient en cause le manque d'innovation de la marque et l'image du constructeur associée à Elon Musk.

Entreprises & International

1. L'Allemagne face à une vague de faillites : un niveau critique depuis 2009, mais un standort qui attire malgré tout de nouveaux investissements

En 2024, le nombre de grandes faillites en Allemagne a bondi de 30 %, atteignant 364 entreprises de plus de 10 millions d'euros de chiffre d'affaires, contre 292 en 2020. Les experts anticipent en 2025 une hausse supplémentaire de 25 à 30 %, un niveau comparable à la crise financière de 2009. Les secteurs les plus touchés sont l'automobile, la construction, le machinisme et la santé. La crise économique persistante, la baisse des commandes et les coûts élevés en Allemagne aggravent la situation. L'incertitude politique, notamment la dissolution anticipée du Bundestag et l'attentisme lié à l'élection de Donald Trump, seraient également en cause. Ainsi, les organismes de créance ont perdu 56 milliards d'euros en 2024 contre 31,2 milliards en 2023. 320 000 emplois ont été détruits, contre 205 000 en 2023. En tout, 22 400 entreprises ont fait faillite en 2024, un record depuis 2015. En 2025, jusqu'à 30 000 faillites sont redoutées. L'industrie automobile est particulièrement vulnérable avec la transition vers l'électrique, affectant 270 000 emplois. La construction est quant à elle frappée par la crise immobilière, avec 29 grandes faillites en 2024 (+53 %). L'immobilier a enfin connu une hausse de 186 % des faillites. Malgré cette situation, l'Allemagne reste un lieu attractif pour les investisseurs étrangers, se plaçant en troisième position après les États-Unis et le Royaume-Uni, selon un sondage mené par PwC, auquel ont participé environ 4 700 dirigeants d'entreprises dans 109 pays. Ceux-ci soulignent la solidité des réseaux de recherche en Allemagne, la

qualité de la main-d'œuvre et la sécurité du pays comme des atouts majeurs.

2. Suite aux élections américaines, les fédérations d'entreprises appellent à un sursaut allemand

Parallèlement aux réactions à la Boussole de la compétitivité présentée par la Présidente de la Commission Européenne, les fédérations d'entreprises allemandes ont publié une déclaration commune pour appeler au renforcement de l'économie allemande face au tournant que représente l'élection de Donald Trump à la présidence des Etats-Unis. La tribune, signée par les présidents de la fédération des associations patronales allemandes (BDA), la fédération des industries allemandes (BDI), la fédération des Chambres de commerce et d'industrie (DIHK) et la fédération de l'artisanat allemand (ZDH), insiste sur le besoin de changements structurels de la politique économique du pays. L'accent y est mis sur la réduction de la bureaucratie y compris dans le nombre de personnes employées à ces fonctions, la baisse des impôts sur les sociétés, des prix de l'énergie compétitifs et stables et une lutte plus efficace contre la pénurie de main d'œuvre qualifiée.

3. O. Scholz et les partenaires baltes resserrent les liens pour une protection renforcée des infrastructures sous-marines

Le chancelier allemand Olaf Scholz s'est rendu à Helsinki pour rencontrer ses homologues baltes et évoquer la protection des infrastructures sous-marines critiques, à la suite d'une série d'incidents suspects dans la mer Baltique. Cette réunion de l'OTAN a permis de concrétiser la création de « Baltic Sentry » sous l'impulsion du chancelier, une unité chargée de surveiller en continu la zone et ses 400 connexions sous-marines, projet auquel la Bundeswehr contribuera par l'envoi de navires. Les récentes ruptures de câbles et lignes électriques sous-marines, survenues le 18 novembre (deux câbles endommagés, suspicions envers le navire chinois

« Yipeng 3 »), le 22 décembre (une ligne électrique abîmée après le passage d'un bâtiment soupçonné de faire partie de la « flotte fantôme » russe) et le 26 janvier (un câble de données touché dans la zone économique suédoise, impliquant un navire en route pour la Russie), ont renforcé la nécessité d'enquêtes conjointes et de mesures de dissuasion. Les autorités partenaires ont multiplié les investigations et appréhendé plusieurs navires, tandis que M. Scholz a mis l'accent sur la coopération et l'exploration de voies légales pour empêcher de futurs actes de sabotage.

4. O. Scholz envoie une lettre à U. von der Leyen en faveur de mesures pour la compétitivité

Le 2 janvier, le Chancelier O. Scholz a fait parvenir à la Présidente de la Commission européenne U. von der Leyen un courrier l'exhortant à mettre en œuvre « rapidement et de manière ciblée » des propositions concrètes sur la compétitivité de l'UE, une démarche qui semble s'inscrire avant tout dans le contexte de la campagne électorale. En effet, les demandes reposent sur 3 grands piliers à savoir (i) la simplification, (ii) des mesures en faveur de l'industrie automobile et (iii) le soutien aux industries électro-intensives. Plusieurs propositions font écho aux mesures prévues dans le programme électoral du SPD. Parmi les mesures pour la simplification, le chancelier évoque le principe du "once only" (pour éviter la duplication des informations transmises aux autorités centrales).

Parmi les mesures à court terme en faveur de l'industrie automobile, plusieurs sont partagées par la France, comme la demande de report, voire d'annulation des amendes pour non-respect des normes d'émission (objectifs CAFE 2025), et l'appel à des incitations européennes en faveur de l'achat de véhicules électriques. Enfin, il développe plusieurs mesures en soutien aux énergo-intensifs, comme la convocation d'un sommet de l'industrie de l'acier début 2025, un recours aux outils de protection commerciale (renforcement et prolongation de la protection contre les surcapacités), l'amélioration

du MACF et plus de marge de manœuvre au niveau national pour la compensation des prix de l'électricité des secteurs électro-intensifs.

5. Le monde économique a manifesté devant la porte de Brandebourg

Le 29 janvier, l'Association allemande de l'industrie du textile et de la mode et la Fondation pour les entrepreneurs familiaux, en coopération avec l'initiative Nouvelle économie sociale de marché (financée par les associations patronales de l'industrie métallurgique et électrique), ont organisé une manifestation pour protester contre la situation économique dans le pays. Plus de 100 associations et entreprises ont adhéré à ce mouvement de « Journée d'alerte économique » (*Wirtschaftswarntag*). Leurs revendications se portaient essentiellement autour de la bureaucratisation et des prix trop élevés de l'énergie. Ils ont également demandé des réductions d'impôts « au moins au niveau de la moyenne de l'UE » et un retour à la limite supérieure des cotisations de sécurité sociale de 40 %.

6. Les équipementiers automobiles allemands et IG Metall lancent un appel au chancelier O. Scholz

Dans une lettre adressée au chancelier, IG Metall ainsi que les patrons des principaux équipementiers allemands (Bosch, Continental, Mahle, Schaeffler et ZF) tirent la sonnette d'alarme et mettent en garde contre une « situation dramatique de l'emploi ». Ils énumèrent les mesures à mettre en place sans lesquelles encore davantage de suppressions d'emplois seront à déplorer : un soutien de la demande sans lequel les constructeurs ne peuvent baisser les prix, la suppression des pénalités pour les constructeurs dans le cadre de la réglementation CAFE, l'autorisation des voitures hybrides rechargeables, un soutien à l'H₂ considéré comme pilier de la transition pour les équipementiers, l'intégration des carburants synthétiques après 2035, étendre les points de recharge et l'infrastructure

des réservoirs d'hydrogène, localiser la chaîne de valeur des batteries en Allemagne, sécuriser l'approvisionnement en matières premières et accompagner les employés dans de nouvelles activités.

Numérique & Innovation

1. Le plus grand groupe financier d'Allemagne choisit l'IA française

Sparkassen, groupe financier des caisses d'épargne allemandes, déploie progressivement son assistant IA interne, S-KI-Pilot. 190 000 collaborateurs l'utiliseront d'ici l'été 2025. Dans un effort de derisking assumé, le groupe financier souligne que son prestataire Finanz Informatik, qui développe ce chatbot, utilise les modèles d'IA en libre accès de la licorne française Mistral. Le groupe financier allemand revendique ce choix car (i) les modèles de Mistral sont entraînés en allemand, (ii) Sparkassen estime important de soutenir les entreprises technologiques européennes dans un effort de limiter la dépendance aux Etats-Unis.

2. Premier Dialogue franco-allemand de l'IA et de l'industrie

L'Ambassade de France à Berlin a organisé le premier dialogue franco-allemand de l'IA et l'industrie avec la Fraunhofer-Gesellschaft et le soutien de l'INRIA le vendredi 24 janvier 2025. Cet événement a réuni des dirigeants de l'industrie, de l'innovation et de la recherche français et allemands, en présence des gouvernements des deux pays et de la Commission européenne. Dans un contexte de nécessité de renforcer la compétitivité et souveraineté technologique européenne et à l'approche du Sommet de l'Action pour l'IA, cet événement a permis d'échanger en format Chatham House sur les priorités communes stratégiques en matière d'IA dans le domaine industriel

et de la recherche. Il a aussi permis d'aborder les actions concrètes pouvant être menées par les participants pour renforcer et promouvoir l'IA européenne. Les conclusions de cette réunion seront portées par les nombreux participants invités au Sommet de l'Action pour l'IA et viendront nourrir l'agenda européen de l'IA.

Avec un engagement de plus de 200 millions d'euros, ce groupe d'investisseurs européens et nord-américains espère relancer le projet Lilium Jet, bien que des incertitudes demeurent quant aux délais et au maintien des employés.

3. Des hauts et des bas pour les startups aéronautiques allemandes

Volocopter, fabricant allemand de multicoptères électriques biplace à propulsion électrique pour les courtes distances, a déposé le bilan après l'échec d'un tour de financement. Sans nouvel investisseur avant fin février, l'entreprise pourrait disparaître. L'homologation de son produit, le Volocity, était reportée à 2025 par l'Agence européenne de la sécurité aérienne (EASA) après de nombreux retards ayant empêché le projet de vols commerciaux pour les JO 2024. Malgré des avancées technologiques, la startup peine à attirer de nouveaux financements depuis 2023 et a essuyé plusieurs refus de garanties de crédit d'Etat de la part des Länder de Bade-Wurtemberg, de Bavière et de l'Etat fédéral. À l'inverse et alors que nous partageons dans cette même veille, en octobre 2024, les difficultés de la startup Lilium, spécialiste des e-taxis aériens longue distance, celle-ci a bénéficié d'un rebondissement inattendu. Après avoir licencié 750 collaborateurs et annoncé sa faillite, l'entreprise a trouvé un investisseur inespéré : le consortium Mobile Uplift Corporation.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Claire THIRRIOT-KWANT

Rédactrices : Adèle BESSOULE, Thibault DERVILLE, Ahlam EL AHMAR, Marin DUCLOS, Stéphanie JALLET, Mathilde FLAMANT, Esther GOREICHY, Manuela SACCOMANO

Relecteurs : Willy BREDA, Bertrand LE TALLEC

Abonnez-vous : berlin@dgtresor.gouv.fr